

### La montée des Verts/Alliance 90 en Allemagne : un feu de paille ?

Après avoir caracolé en tête des enquêtes d'opinion, devançant même la CDU dans les intentions de vote au printemps dernier, les écologistes connaissent depuis le début de l'été le creux de la vague. Le 19 avril dernier, Mme Annalena BAERBOCK a été désignée par son parti candidate à la chancellerie, recueillant les suffrages de 678 des 688 des votants, soit 98,5 % des voix. Habités des luttes intestines et des divisions sans fin, les écologistes avaient donné une leçon à l'ensemble de la classe politique et ont fait preuve d'une maturité que l'on ne leur connaissait pas. Leur candidate, qui ne se dit "ni de droite ni de gauche" mais citoyenne, se veut la candidate du changement et l'incarnation du renouveau sur la scène politique. Pro-européens, centristes et pragmatiques, les écologistes attirent de plus en plus d'électeurs urbains issus de la classe moyenne. "Ce qui est intéressant dans le discours d'Annalena BAERBOCK, c'est qu'elle combine une fidélité aux idées traditionnelles des Verts/Alliance 90 – défense du multilatéralisme et du droit international, attachement aux valeurs – avec une vraie réflexion sur ce qu'est une politique de puissance. Elle pense en termes géopolitiques et elle est convaincue que l'Allemagne doit s'affirmer davantage dans la compétition mondiale, ce qui n'a pas toujours été une évidence du côté des Verts/Alliance 90", explique M. Ulrich SPECK, chercheur au bureau berlinois du German Marshall Fund.

Depuis sa nomination, Mme BAERBOCK a dû faire face à de nombreuses attaques. Tout d'abord, il lui a été reproché de n'avoir jamais réellement gouverné, ni au niveau régional ni au niveau national, et de ne posséder qu'un mandat de député depuis 2013. Ensuite, la candidate a été soupçonnée d'avoir embelli son CV (information fausse mais qui a néanmoins porté atteinte à sa réputation : elle a bien obtenu un master en droit international à la London School of Economics (LSE)). Elle a également été accusée d'avoir omis de déclarer avoir reçu, entre 2018 et 2020, plusieurs primes d'une valeur de 25 220 €. Les députés sont en effet sommés de déclarer à l'administration du Bundestag tout revenu parallèle dans un délai de 3 mois. Une véritable bourde pour un parti qui plaide depuis de années pour davantage de transparence dans la publication des revenus des élus. La candidate écologiste a déclaré avoir oublié de déclarer ces sommes. Enfin, Mme BAERBOCK a été accusé d'avoir, dans son livre programme intitulé Jetzt (Maintenant), utilisé la technique du copier-coller à cinq reprises et sans citer ses sources. L'avocat spécialiste du droit des médias auquel Mme BAERBOCK a fait appel pour sa défense a dit ne voir aucune violation du droit d'auteur et il a souligné que les passages en question ne font que reprendre des informations connues et accessibles à tous. En outre, un livre politique n'est pas une thèse universitaire et son auteur n'est donc pas soumis aux mêmes règles que le rédacteur d'une thèse.

### Pour un Etat fort et un accroissement des dépenses publiques

Les Verts prévoient un plan de 50 milliards € d'investissement dans les infrastructures (transports, santé, éducation) financé par la dette (ce qui obligerait à lever l'obligation constitutionnelle qui interdit à l'Etat fédéral d'emprunter plus de 0,35 % de son PIB). Les Verts/Alliance 90 veulent augmenter les impôts pour les personnes percevant les revenus les plus élevés par la hausse du

taux marginal de la tranche supérieure de 45 % à 48 % et réintroduire l'impôt sur les grandes fortunes pour les personnes possédant un patrimoine supérieur à 2 millions €. Le parti demande une hausse des aides accordées aux familles et du salairé minimum à 12 € l'heure "de façon à ce que les personnes à faibles revenus ne soient pas accablées par la hausse des prix des biens individuels dans le domaine de la protection du climat".

En effet, la lutte contre le réchauffement climatique constitue la priorité des Verts/Alliance 90. Ces derniers promettent une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 70 % d'ici 2030 (par rapport à ce qu'elles étaient en 1990), une mesure qu'ils veulent obtenir par le progrès scientifique et l'innovation. De même, le programme écologiste veut augmenter la compétitivité de l'industrie par la mise en place d'une stratégie industrielle au niveau européen.

Sur le plan institutionnel, Mme BAERBOCK souhaite créer un super-ministère de l'Environnement qui disposerait d'un droit de veto sur les décisions prises par les autres ministères. La candidate promet de faire de l'Allemagne "la première nation industrielle à devenir neutre sur le plan climatique" et "faire de l'Europe le premier continent à atteindre la neutralité climatique". Ce qui passe par l'augmentation de la taxe carbone récemment mise en place en Allemagne, la sortie du charbon dès 2030 (au lieu de 2038), l'expansion des énergies éolienne et solaire et un programme d'investissement dans la rénovation énergétique des bâtiments. Enfin, les écologistes veulent que 2030 soit l'année qui signe la fin de la production de voiture à essence et celle des vols de courte distance.

En matière de politique étrangère, la candidate des Verts/Alliance 90 a pour ambition de rompre avec Mme Angela MERKEL sur le plan diplomatique. Les Verts/Alliance 90 sont ainsi défavorables à tout rapprochement de l'Allemagne avec la Chine ou la Russie. Ils réclament l'abandon d'une diplomatie mercantiliste au profit de la défense des droits de l'Homme, notamment dans ces deux pays. Ils souhaitent l'abandon de la construction du gazoduc germano-russe Nord Stream 2 qui, selon eux, vide les sanctions contre Moscou de leur substance et, en outre, constitue une menace pour l'environnement. "Annalena BAERBOCK ne veut plus d'une politique extérieure rythmée par les seuls intérêts économiques du pays", souligne M. Jens ALTHOFF de la fondation Heinrich Böll. Les écologistes sont favorables à la mise en place d'une Union européenne de défense. Ils veulent un encadrement strict des interventions de la Bundeswehr, un contrôle strict des exportations d'armes, l'interdiction des armes nucléaires et, enfin, l'abandon de l'obligation imposée par l'OTAN de consacrer au moins 2 % du PIB national à la défense d'ici 2024, une exigence jugée "absurde" par Mme BAERBOCK dans un contexte de crise économique, rapporte Mme Corinne DELOY, chargée d'études au CERI (Sciences Po Paris), responsable de l'Observatoire des élections en Europe à la Fondation Robert Schuman, dans la lettre n°946 de la Fondation.

### Des "petits" partis faiseurs de rois en embuscade

Partenaire de coalition gouvernementale de la CDU/CSU dans les années 1980 et 1990 mais également, dans les années 1970, du SPD, le Parti libéral-démocrate (FDP) a longtemps été faiseur de rois des élections fédérales. Son dirigeant Christian LINDNER se positionne comme le représentant de la classe moyenne aisée et le défenseur des petites et moyennes entreprises (PME), très nombreuses en Allemagne. Il défend une réduction de l'intervention de l'Etat et une baisse des taxes, une position qui n'est pas forcément dans l'air du temps dans un contexte de pandémie qui a conduit l'Etat à s'engager davantage dans l'économie jusqu'à lever le mécanisme de frein à l'endettement inscrit dans la Loi fondamentale. Le FDP peut-il retrouver la place qui était la sienne jusqu'à il y a peu à l'issue des élections du 26 septembre ? Rien n'est moins sûr, estime Mme Corinne DELOY, chargée d'études au CERI (Sciences Po Paris), responsable de l'Observatoire des élections en Europe à la Fondation Robert Schuman, dans la lettre n°946 de la Fondation.

Plus à droite, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a choisi Mme Alice WEIDEL et M. Tino CHRUPALLA pour conduire ses listes. Le dernier congrès de l'AfD en avril 2021 a montré un parti divisé entre modérés et radicaux. La désignation de Mme WEIDEL, entrée au Bundestag en 2017, et de M. CHRUPALLA, qui avait alors battu le ministre-président du Land de Saxe Michael KRETSCHMER (CDU), a consacré la victoire de l'aile radicale. "Ce vote a été l'occasion pour l'AfD de choisir dans quelle direction il veut aller ; Alice WEIDEL et Tino CHRUPALLA sont proches du courant radical sans en faire partie. Toutefois, d'autres facteurs ont aussi joué dans ce vote à commencer par la popularité et la visibilité médiatique des deux candidats. C'est important pour une élection. Enfin, ce duo représente à la fois l'est et l'ouest de l'Allemagne", commente M. Kai ARZHEIMER, professeur de science politique de l'université de Mayence. L'Alternative pour l'Allemagne défend une très grande fermeté en matière d'immigration, veut ainsi interdire totalement le regroupement familial et réclame des mesures en faveur de la préférence nationale. Le parti se déclare "anti-islam". Il est opposé aux mesures sanitaires qui ont été prises pour protéger la population de la pandémie (port du masque, confinement, restrictions diverses). Enfin, l'AfD prône une sortie de l'Allemagne de l'Union européenne, le "Dexit", et un retour au Deutschemark. "Le glissement vers la droite est en cours depuis 2015 et les électeurs le savent. Ceux qui y étaient opposés ont déjà quitté les rangs, d'autres ont rejoint le parti. Cela explique la stabilité de l'AfD depuis un an et demi dans les sondages", explique M. ARZHEIMER.

Enfin, Die Linke, parti de gauche, qui se veut celui qui rassemble les catégories sociales les plus défavorisées ou qui ont souffert de la transition démocratique de la partie orientale du pays après la chute du Mur de Berlin, est à la peine. Il a perdu sa place de premier parti contestataire au profit de l'AfD. Il propose une hausse de l'allocation chômage à hauteur de 90 % du salaire précédent et une augmentation des prestations sociales. Il est un soutien inconditionnel de la Russie. Sa défense de la légitimité de l'expérience socialiste constitue d'ailleurs sans aucun doute une limite à son développement. Le 2 mai dernier, Die Linke a désigné Mme Janine WISSLER et M. Dietmar BARTSCH comme têtes de listes pour les élections fédérales.